

L'hon. M. VIEN: Je désire savoir quels résultats pratiques ont découlé des efforts tentés pour rétablir la convertibilité et quelles sont les perspectives de succès dans le proche avenir?

M. McKITTRICK: Ma propre impression est qu'il est permis de croire que le retour à la convertibilité des devises se réalisera dans un avenir plutôt rapproché, disons d'ici deux ans. Les pays d'Europe ont atteint le niveau de production et le degré de stabilité nécessaires pour permettre aujourd'hui la convertibilité des devises dans les transactions courantes. Je suis sûr qu'on ne permettra pas de transferts de capitaux d'ici quelque temps encore, non pour une raison de nature monétaire mais pour une raison politique. C'est par crainte de la guerre que les gens veulent sortir leurs capitaux de l'Europe. Or, si cette théorie est acceptable, au moins à titre d'argument, l'autre question qui se pose est la suivante: où y aura-t-il des réserves suffisantes en numéraire? Un comité, dont j'étais président, à la Chambre internationale de commerce, a proposé que les pays qui possèdent des réserves monétaires suffisantes établissent des fonds de convertibilité et que chacun de ces pays ait la surveillance exclusive de son propre fonds. Quiconque étudie le moins ce plan se rend compte qu'il s'établira un fonds très considérable, peut-être aussi un certain nombre de fonds plus restreints, puisque le vaste fonds devra nécessairement être formé par les États-Unis, uniquement parce qu'il arrive que ce pays soit aujourd'hui le plus puissant au monde au point de vue économique et monétaire. C'est un simple fait. Mais voici le problème qui se pose: Le Trésor américain a refusé même de discuter l'établissement d'un tel fonds, et comme il est indispensable au rétablissement général de la convertibilité, nous nous trouvons donc en présence d'une difficulté inextricable. On exerce une pression, considérable sur l'administration, à Washington, et j'ai l'espoir qu'elle puisse changer d'idée sur ce point, mais rien ne m'assure qu'elle le fera. Toute la question de réaliser cette possibilité théorique du rétablissement de la convertibilité dépend de l'administration, à Washington.

L'hon. M. VIEN: Quelle est la principale objection que pose le Trésor américain à l'établissement d'un Fonds de convertibilité international?

M. McKITTRICK: Il craint, je crois, que cela puisse tendre à l'inflation. Il ne partage pas l'opinion de plusieurs gens, à savoir que dans les pays de l'Europe occidentale, il n'existe pas aujourd'hui de gouvernements qui, en raison de leur philosophie économique, soient peu disposés à travailler au rétablissement de la convertibilité. C'est, à mon sens, une occasion favorable en ce moment. Mais qu'il se produise un gain dans la représentation communiste aux gouvernements de la France ou de l'Italie, ou qu'un autre gouvernement travailliste s'empare du pouvoir en Angleterre, et je crains que la possibilité du rétablissement général de la convertibilité ne s'évanouisse aussitôt. J'ignore ce qu'il faudrait faire pour amener le Trésor américain à se raviser.

L'hon. M. EULER: Il est évident pour tous, comme vous le dites, que les États-Unis auraient à verser la plus forte contribution à ce Fonds. Mais la considération suivante serait peut-être une raison de le faire: Les États-Unis pourraient perdre une partie de l'argent versé, mais ne serait-il pas plus avantageux pour eux de le perdre de cette façon que de distribuer, comme ils l'ont fait dans le passé, des milliards de dollars aux pays d'Europe?

M. McKITTRICK: Je suis fortement d'accord avec vous là-dessus.

L'hon. M. BURCHILL: Vous parlez du rétablissement général de la convertibilité. Y a-t-il une possibilité que le Royaume-Uni le réalise à lui seul?

M. McKITTRICK: Pas avant au moins deux ans, je dirais. Les réserves du Royaume-Uni—ce sont, en réalité, les réserves de la zone sterling, car je ne sache pas qu'il en existe pour le Royaume-Uni—atteignent de 2½ à 3 milliards de dollars. Si l'on considère l'étendue de cette zone, cette somme n'est pas